



Compte rendu du CTL du 5 janvier 2017

Notre présence à ce CTL répondait à la deuxième convocation de la direction, toutes les OS ayant boycotté la première séance du 15 décembre dernier, pour protester contre les suppressions d'emploi et le démantèlement programmé de la DGFIP.

Solidaires a lu une déclaration liminaire (ci jointe), destinée à alerter le Directeur, une fois de plus, sur la situation du service public et l'état de "désespérance" des agents.

Il a déclaré ne pas accepter ce terme de "désespérance", Solidaires le maintient.

Ses réponses, très "politiques", aux trois déclarations liminaires lues par les organisations syndicales présentes, reflètent le fossé existant entre:

- notre conception du service public, du service AU public, du travail "bien fait", et la souffrance qu'engendrent les changements à marche forcée.

- sa vision de la DGFIP ou ce que nous en comprenons:

- la fierté d'un fonctionnaire c'est d'exécuter ce qu'on lui

demande de faire et de s'adapter, ce qui exclu les états d'âmes.

- qui n'avance pas recule

- il n'y a pas de raison que la DGFIP soit plus une administration de services que les autres (ex la prefecture qui ne reçoit plus que sur RDV, les banques qui n'ont plus d'espèces).

- le service que la majorité d'entre nous souhaite rendre à l'usager n'est pas celui qui est attendu de nous. (exemple: Une heure de reception pour régler une situation ne serait pas du service public)

Nous avons insisté sur le fossé existant entre le vécu des agents et la perception que semble en avoir la direction. Une chose est de dire "il faut dire" ou "il ne faut plus faire", une autre est de gérer les usagers au quotidien de visu ou par téléphone.

Après deux heures de débats il faut constater que chacun est toujours sur ses positions.

1) Les suppressions d'emplois

16 C, 7 B, 1 agent technique sont supprimés.

4 Emplois d'IDIV doivent encore être supprimés en 2017. C'est loin d'être une bonne nouvelle pour les inspecteurs qui ont passé ou passeront la sélection, car ces suppressions obèrent les possibilités de trouver un poste dans le 67.

La réorganisation des Domaines et de la Politique Immobilière de l'Etat, sur laquelle Solidaires a demandé

un point d'information à ce CTL (voir ci dessous), rapportent au département, 11A, 1 IP, 1 AFIP et 1 AFIPA.

Evidemment ces apports ne soulagent en rien les services actuels, ils permettent juste à des collègues de départements extérieurs de rentrer dans le 67.

Le prélèvement à la source nous vaut la création de 6 emplois, dont 2 pour l'EDR, 2 pour le SIE de Strasbourg Ouest et 2 pour le SIP de Strasbourg Ouest.

Selon la direction "pour 90% des contribuables ce sera simplissime"!

Permettez nous d'en douter, Solidaires n'imagine pas que ces 6 emplois, temporaires, le temps de "faire passer la pilule du PAS", absorberont le surplus de questionnements des usagers.

A la demande d'une OS, la direction s'est lancée dans une explication de sa méthode pour déterminer où elle pouvait supprimer des emplois.

Une premier tri est qualifié d"objectif", ratio charges/emplois (à ce stade déjà, il nous est impossible d'adhérer, dans quel service les collègues sont ils "confortables"?).

Un second tri vient corriger le premier pour tenir compte de situations particulières, de l'historique (est ce qu'on a déjà prélevé un emploi l'an dernier?) etc.

Dans notre grande bonté nous pourrions faire semblant de croire que la méthode se défend. En réalité elle sert à justifier l'injustifiable, on pourrait jouer à pile ou face, mais ça ne ferait pas sérieux...

Les 3 OS présentes ont bien sûr voté contre.

2) Suppression des postes des veilleurs de nuit

Les postes de veilleur de nuit remplaçant à Schiltigheim, le veilleur de nuit de Strasbourg Picqart seront supprimés (pour Picquart dès que les machines informatiques auront déménagé à Neudorf.)

A la Cité administrative la mission sera externalisée (comme l'est déjà l'accueil).

Au delà de la situation des personnes concernées, Solidaires a soulevé la question des tâches qui incombent aux agents du fait de l'abandon progressif des gardiens concierges sur les différents sites du département, en particulier l'ouverture et fermeture des portes.

La direction s'est engagée à proposer des solutions sécurisées et harmonisées.

Les 3 OS ont voté contre.

3) Mise en place d'une caisse sans numéraire à Woerth

C'est une tendance qui s'affirmera dans l'avenir.

Là encore nos conceptions du service public s'affrontent: où nous disons qu'une population fragile a besoin d'un service de proximité complet, il nous est répondu d'une part qu'accepter des espèces n'est pas du service public, d'autre part que l'absence de personnel dans cette trésorerie impose cette solution.

C'est donc bien encore et toujours les moyens défailants qui dictent notre manière d'exercer nos missions.

Les 3 OS ont voté contre.

4) Expérimentation de la délivrance sélective de l'avis d'imposition papier

Elle concerne les SIP de Sarre-Union, Schiltigheim et Haguenau.

A la lecture de la fiche, nous comprenons qu'on ne délivre plus d'avis mais qu'on en délivre encore!

L'idée est de dissuader tout contribuable qui peut faire autrement, de venir à l'accueil chercher un avis. C'est dans la droite ligne de la "désintoxication" du guichet voulue par le DG.

5) Déploiement de l'application MEMO dans les brigades et les PCE

Il s'agit de remplacer différents supports internes utilisés lors d'un CFE (contrôle fiscal externe), par une fonction dans l'application RIALTO.

Le déploiement de MEMO cause quelques remous dans certains départements, vent debout contre cette nouvelle contrainte. Force est de constater que nos collègues du 67 ne semblent pas avoir les mêmes craintes.

Il n'en demeure pas moins que, comme c'est de plus en plus souvent le cas partout, on risque de passer plus

temps à rendre compte qu'à produire!

Nous engageons nos collègues utilisateurs à nous faire remonter tout problème dans cette mise en oeuvre. Solidaires a dorés et déjà prévenu la direction de cette vigilance.

6) Mise en place des Pôles Pénaux Interrégionaux

L'objectif est de créer un service spécialisée dans le dépôt de plaintes pour fraude fiscale, service qui sera implanté à la DIRCOFI.

Ceci modifiera les circuits et la détection précoce des dossiers potentiels.

7) Les résultats de la première vague de consultation des services sur les plages d'horaires variables nous ont été présenté.

Rappelons que les résultats s'appliquent par service et non par site.

8) Actualité immobilière

Un tableau sera publié sur Ulysse (rubrique compte rendu de CTL).

La direction a précisé que le rapprochement de la trésorerie municipale et du SIP-SIE de Saverne aura lieu fin mai, de la trésorerie municipale et du SIP-SIE d'Erstein fin juin.

Là encore il s'agit d'un mouvement constant destiné à économiser des loyers.

Pour autant aucun autre rapprochement n'est

programmé pour l'instant.

Solidaires a attiré l'attention de la direction sur:

- le chauffage défectueux de Wissembourg**
- les odeurs nauséabondes à Illkirch**
- la nécessité de rafraîchir les nouveaux bureaux du PRS.**

Sur ces points, la direction s'engage à y travailler.

9) Réorganisation du "contrôle qualité"

Il s'agit de la certification des organismes agréés et du visa fiscal aux experts comptables qui échoient dorénavant à Strasbourg. La mission sera partagée en 2017 avec la Marne.

10) La restructuration du Domaine

L'actuel service des Domaines aura un nouveau visage au 1 septembre 2017 avec:

- 1 Pôle d'Evaluation Domaniale**
- 1 Pôle de Gestion Domaniale**
- 1 Service Local du Domaine (SLD), qui aura également un rôle de soutien des SLD des autres départements de la région.**

Cette structure comptera 19A, 4 B, 1C, issus par priorité de l'actuel service et de candidats choisis au profil.

Rappelons que Solidaires organise deux permanences mutations les 9 et 16 janvier prochains.

Pour plus de détails n'hésitez pas à prendre contact avec vos élus en CTL.